

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 28 décembre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales", a donné le 22 février 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 december 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen", heeft op 22 februari 1999 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. L'avant-projet de loi soumis à l'examen de la section de législation du Conseil d'Etat vise à remplacer l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

C'est sur la base d'une telle disposition que l'autorité fédérale a octroyé jusqu'ici des allocations annuelles aux autorités locales afin d'améliorer leur participation à la politique de sécurité définie par le Gouvernement, notamment dans le cadre des "contrats de sécurité et de société".

Ces allocations ont notamment pour but d'assurer le financement de programmes relatifs "à la prévention et la poursuite de diverses formes de criminalité", de permettre le recrutement de personnel supplémentaire au profit de la police locale ou pour "l'accompagnement d'activités d'intérêt général" ou encore pour des projets relatifs à l'accueil de victimes de délits.

Une loi du 21 décembre 1994 a également ajouté à la liste des allocations, celles nécessaires à la formation des policiers communaux et à la coordination des tâches de police, y compris avec d'autres services de police.

.../...

2. Dans ses précédents avis, la section de législation a émis de vives critiques au sujet de l'article 69 de la loi du 30 mars 1994, précitée, estimant que les choix qui déterminent la distribution de ces incitants financiers, et par conséquent le développement des actions qu'ils favorisent, échappent au législateur en raison du procédé spécial de délégation mis en oeuvre par cette disposition qui abandonne au pouvoir exécutif le règlement de la répartition de ces subsides. Les textes qu'elle a eu à examiner n'ont eu d'autre effet que de perpétuer ce recours aux délégations à ce point larges que, ne pouvant même plus être apparentées aux législations dites de cadre, elles paraissent étendre les pouvoirs du Gouvernement au-delà de ce qu'autorisent les articles 105 et 108 de la Constitution (1).

L'article 69 en projet ne rencontre pas cette critique fondamentale en tant qu'il habilite le Roi, d'une manière générale, à fixer les conditions d'octroi des allocations annuelles revenant aux autorités locales désignées par le ministre de l'Intérieur.

(1) Voir l'avis n° 23.766/2 sur un avant-projet de loi portant des dispositions sociales et diverses.

Ainsi, l'article 69 en projet n'apporte aucune précision quant au contenu des "conventions" (1) que vont pouvoir conclure les autorités locales avec soit le ministre de l'Intérieur, soit le ministre de la Justice, pas plus qu'il n'indique selon quelles modalités et selon quels critères objectifs certaines autorités locales seront désignées par le ministre de l'Intérieur pour pouvoir bénéficier de ces allocations.

Si l'intention est d'élaborer une loi de cadre, il convient de rappeler à l'auteur du projet que même dans cette hypothèse, le législateur ne peut se borner à affirmer laconiquement certains principes; il doit faire connaître au

-
- (1) Dans son avis L. 22.975/1/2/8, donné le 16 décembre 1993, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions sociales", la section de législation du Conseil d'Etat a notamment considéré ce qui suit :

"5. ...

Par ailleurs, tant l'exposé des motifs que l'intitulé du chapitre dans lequel est insérée la disposition à l'examen font allusion à des «contrats de sécurité». Les auteurs du projet envisagent-ils la conclusion de véritables contrats, ou le mot «contrat» est-il une simple figure, à laquelle n'est attachée aucune signification juridique particulière ? Dans le premier cas, il y aurait lieu de préciser le régime juridique desdits contrats; dans la seconde hypothèse, mieux vaudrait omettre toute référence au mot "contrat".

Cette observation est transposable en l'espèce.

L'utilisation du terme "convention", dans l'article 69, alinéa 1er, 1° et 3°, en projet, appelle les mêmes observations que celles qui figurent dans l'extrait de l'avis précité, relatives à l'utilisation du terme "contrat".

.../...

moins en des termes généraux mais précis la manière suivant laquelle il entend que ces principes soient mis en oeuvre par l'Exécutif.

3. Il ressort des explications fournies par le fonctionnaire délégué que les modifications apportées à l'article 69 précité, ont essentiellement pour but de donner un fondement légal à certains subsides déjà accordés par l'Etat fédéral aux autorités locales pour la réalisation de projets pilotes, notamment à propos de l'aide juridique de première ligne ou dans le cadre de la politique dite "de renouveau urbain".

Ces modifications interviennent à la suite de critiques formulées par la Cour des comptes, dans son 155e Cahier transmis à la Chambre des représentants. Celle-ci a principalement mis en évidence l'absence d'un cadre légal et réglementaire suffisant pour l'octroi de certains subsides.

Ainsi, la Cour des comptes a notamment constaté que certains projets subsidiés n'entraient pas directement dans le cadre de la réglementation précitée.

Elle a également critiqué l'absence de textes réglementant la procédure d'octroi des subsides et l'absence de critères objectifs pris en considération pour la sélection des projets.

.../...

Pas plus que l'article 69 actuel, le texte en projet n'apporte d'indications valables quant à ces différents points et doit, pour cette raison, être fondamentalement revu.

4. Par ailleurs, le Conseil d'Etat s'interroge sur le rôle que doivent assumer les autorités locales lorsque les allocations octroyées se rapportent à des recrutements supplémentaires pour "l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, de formation et pour le traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire, pour l'assistance judiciaire aux victimes", pour "les projets spécifiques visant à favoriser le renouveau urbain et la coordination de ces projets", ou encore pour "les projets spécifiques relatifs à l'aide juridique de première ligne".

A cet égard, il convient de faire directement référence aux textes légaux qui impliquent la mise en oeuvre de certaines initiatives de la part des autorités locales.

a) Ainsi, lorsqu'il est question à l'alinéa 1er, 3°, de l'article 69 en projet, de l'octroi

"d'une allocation de frais de personnel et de moyens d'action pour des recrutements supplémentaires pour l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, de formation et pour le traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire",

il y a lieu de préciser qu'il s'agit de mettre en oeuvre l'article 216ter du Code d'instruction criminelle organisant la médiation pénale ou encore la loi du 29 juin 1964

.../...

concernant la suspension, le sursis et la probation, et plus particulièrement l'article 1er bis, § 2, aux termes duquel

"les formations ne peuvent être suivies et les travaux d'intérêt général exécutés qu'auprès des services publics de l'Etat, des communes, des provinces, des communautés et des régions ou auprès d'associations sans but lucratif ou de fondations à but social, scientifique ou culturel."

b) En ce qui concerne "le traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire", il convient de souligner qu'un projet de loi (1) a été soumis à la section de législation afin d'insérer dans la loi du 29 juin 1964, précitée, un article 9bis prévoyant qu'une mesure probatoire pourrait consister "dans le suivi d'une guidance ou le traitement dans un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels".

Il doit, en principe, revenir à l'intéressé de choisir la personne compétente ou le service compétent pour assumer ce traitement ou cette guidance avec l'accord de la commission de probation.

Il n'existe donc pas encore de base légale pour imposer cette mesure probatoire et par ailleurs, il n'est prévu aucune intervention des pouvoirs locaux en ce domaine.

(1) Projet de loi "relatif à la protection pénale des mineurs", avis n° L. 27.996/2, donné le 22 octobre 1998.

Si la guidance et le traitement de délinquants sexuels ont été organisés notamment par la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964, il n'est cependant pas question d'une intervention quelconque des autorités locales en la matière. En effet, il revient au condamné de proposer à la commission de libération conditionnelle la personne ou le service qui assurera le traitement ou la guidance.

Le même constat peut être posé dans le cadre de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. Les conditions imposées par le juge d'instruction pour une libération provisoire sont, en vertu de l'article 38, soumises à la surveillance des services de police et des services sociaux près les tribunaux.

c) De même, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quel est le rôle des autorités locales dans le domaine de l'assistance judiciaire aux victimes. Aux termes de l'article 3bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, il revient aux assistants de justice et aux magistrats compétents d'assurer la guidance des personnes engagées dans des procédures judiciaires.

En outre, la section de législation a eu à examiner des accords de coopération (1) relatifs à cette probléma-

(1) Voir les avis n°s L. 27.568/3, L. 27.814/4, L. 27.864/4 et L. 27.987/4

tique ainsi que des projets de loi tendant à la création de maisons de justice ayant notamment pour mission d'intervenir à cet égard (1).

Il convient que l'auteur du projet indique clairement aux parlementaires quelle est la logique suivie par l'ensemble de ces initiatives et notamment par rapport aux contrats de sécurité et de société.

d) Enfin, le Conseil d'Etat s'est interrogé sur le contenu des "projets spécifiques visant à favoriser le renouveau urbain" et de ceux "relatifs à l'aide juridique de première ligne".

Des documents transmis par le fonctionnaire délégué, il apparaît que

"... les initiatives de renouveau urbain ont pour objectif de rencontrer les problèmes de sécurité et de société que connaissent les villes et plus particulièrement au sein de celles-ci, les quartiers les plus défavorisés et ceci dans la perspective de leur revitalisation. Il s'agit par le renouveau urbain de favoriser la mise en oeuvre de politiques locales de proximité répondant à une logique d'action globale et intégrée."

A cette fin, a été mise en place une Conférence interministérielle sur le renouveau urbain, composée de représentants des gouvernements fédéral, régionaux et communautaires.

(1) Voir les avis n°s L. 28.495/4 et L. 28.496/4.

Cette conférence a notamment déterminé les principaux objectifs du renouveau urbain en distinguant les responsabilités respectives, d'une part de l'Etat fédéral et, d'autre part, des entités fédérées.

Ainsi, l'Etat fédéral doit notamment avoir pour priorités

"... la création d'antennes de justice, l'amélioration de l'aide juridique de première ligne, la médiation de dettes, l'engagement d'assistants de prévention et de sécurité pour la propreté dans les quartiers, la présence policière renforcée au niveau des quartiers."

Des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il apparaît que les antennes de justice seraient en quelque sorte une décentralisation du parquet et auraient pour objectif de favoriser une collaboration au niveau local entre les autorités judiciaires (un magistrat du parquet), les pouvoirs locaux et les services de la police locale .

On y ferait notamment de la médiation pénale.

En ce qui concerne l'aide juridique de première ligne, les communes pourraient recruter des juristes qui fourniraient une aide juridique aux citoyens.

Si des projets de ce type ont déjà reçu des subsides, il convient cependant de constater qu'aucun texte légal n'organise, à ce jour, ces antennes de justice ou encore l'aide juridique de première ligne fournie par les autorités locales.

.../...

En conséquence, l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, tel qu'il serait remplacé par la disposition en projet, ne peut être considéré comme un fondement légal suffisant permettant le financement de telles initiatives.

En conclusion, et au vu des observations qui précèdent, l'article 69 en projet doit être fondamentalement repensé.

Algemene opmerkingen

1. Het om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegde voorontwerp van wet strekt ertoe artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen te vervangen.

Op basis van zulk een bepaling heeft de federale overheid tot hiertoe aan de lokale besturen jaarlijkse toelagen toegekend om ze meer te betrekken bij het door de regering vastgelegde veiligheidsbeleid, inzonderheid in het kader van de "veiligheids- en samenlevingscontracten".

Die toelagen hebben meer bepaald tot doel de programma's tot "voorkoming en bestrijding van diverse vormen van criminaliteit" te financieren en extra aanwervingen ten behoeve van de lokale politie of voor "de begeleiding van werken van algemeen nut" of nog voor projecten inzake slachtofferbejegening mogelijk te maken.

Bij de wet van 21 december 1994 is de lijst van toelagen aangevuld met die welke noodzakelijk zijn voor de opleiding van de gemeentelijke politieagenten en voor de coördinatie van de politietaken, ook samen met andere politiediensten.

2. In haar voorgaande adviezen heeft de afdeling wetgeving hevige kritiek geleverd op artikel 69 van de voormelde wet van 30 maart 1994, omdat ze meende dat de

.../...

keuzes op grond waarvan de financiële stimulansen worden verdeeld, en bijgevolg de ontwikkeling van de projecten die erdoor bevorderd worden, vallen buiten de bevoegdheid van de wetgever vanwege de bijzondere manier waarop opdracht van bevoegdheid wordt verleend in die bepaling, die de regeling van de verdeling van die toelagen in handen legt van de uitvoerende macht. De om advies voorgelegde teksten hebben geen ander gevolg gehad dan dat men is blijven werken met bevoegdheidsopdrachten die zo ruim zijn dat, aangezien ze zelfs niet meer in verband kunnen worden gebracht met de zogenaamde kaderwetgevingen, ze de bevoegdheden van de Regering verder lijken uit te breiden dan de artikelen 105 en 108 van de Grondwet toestaan (1).

In het ontworpen artikel 69 wordt die fundamentele kritiek niet ondervangen, in zoverre het de Koning in algemene zin machtigt om de voorwaarden te bepalen voor de toekenning van de jaarlijkse toelagen die toekomen aan de door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen lokale besturen.

(1) Zie advies nr. L. 23.766/2 over een voorontwerp van wet houdende sociale en diverse bepalingen.

Zo bevat het ontworpen artikel 69 geen verduidelijking wat betreft de inhoud van de "overeenkomsten" (1) die de lokale besturen hetzij met de Minister van Binnenlandse Zaken, hetzij met de Minister van Justitie zullen kunnen sluiten, en geeft het evenmin aan volgens welke nadere regels en objectieve criteria de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde lokale besturen voor die toelagen zal aanwijzen.

-
- (1) In haar advies L. 22.975/1/2/8, gegeven op 16 december 1993 over een voorontwerp van wet "houdende sociale bepalingen" heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State inzonderheid het volgende geoordeeld :

"5. ...

Voorts is er zowel in de memorie van toelichting als in het opschrift van het hoofdstuk waarin de onderzochte bepaling is opgenomen, sprake van "veiligheidscontracten". Bedoelen de stellers van het ontwerp daarmee dat werkelijke contracten zullen worden gesloten, of is het woord "contract" louter een figuur waaraan geen enkele bijzondere juridische betekenis verbonden is ? In het eerste geval moet de rechtsregeling van die contracten nader worden bepaald; in het tweede geval zou iedere verwijzing naar het woord "contract" best achterwege worden gelaten."

Deze opmerking is mede van toepassing op het onderhavige geval.

Over het gebruik van de term "overeenkomst" in het ontworpen artikel 69, eerste lid, 1° en 3°, behoren dezelfde opmerkingen te worden gemaakt als die betreffende het gebruik van de term "contract", welke in de passage uit het voormelde advies gemaakt zijn.

.../...

Als het de bedoeling is een kaderwet op te stellen, dient de steller van het ontwerp er te worden op gewezen dat zelfs in dat geval de wetgever er zich niet mag toe bepalen een aantal principes kort en bondig te vermelden; hij moet op zijn minst in algemene, maar precieze bewoordingen, aangeven hoe hij de uitvoerende macht die principes wenst te zien ten uitvoer leggen.

3. Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat de in het voormelde artikel 69 aangebrachte wijzigingen hoofdzakelijk tot doel hebben rechtsgrond te verlenen aan bepaalde toelagen die de federale overheid aan de lokale besturen reeds heeft toegekend voor de verwezenlijking van proefprojecten, inzonderheid inzake eerstelijnsrechtshulp of in het kader van het zogenaamde beleid van "stedelijke vernieuwing".

Die wijzigingen worden aangebracht naar aanleiding van de kritiek die het Rekenhof geuit heeft in zijn 155ste, aan de Kamer van volksvertegenwoordigers overgezonden Boek. Het Rekenhof heeft voornamelijk gewezen op het ontbreken van een toereikend wettelijk en regelgevend kader voor de toekenning van bepaalde toelagen.

Zo heeft het inzonderheid vastgesteld dat bepaalde gesubsidieerde projecten niet rechtstreeks vielen binnen de werkingssfeer van de voormelde regelgeving.

.../...

Het heeft eveneens kritiek geleverd op het ontbreken van regelgevende teksten betreffende de procedure voor toekenning van de toelagen, en ook op het ontbreken van objectieve criteria waarmee bij de keuze van de projecten rekening moet worden gehouden.

Evenmin als het huidige artikel 69 bevat de ontworpen tekst valabele aanwijzingen wat die verschillende punten betreft, en derhalve dient het grondig te worden herzien.

4. Voorts is het de Raad van State niet duidelijk welke taak de lokale besturen moeten vervullen wanneer de toegekende toelagen dienen voor extra aanwervingen "voor de begeleiding van dienstverlening, opleiding en behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel, voor de justitiële slachtofferbejegening", voor "de specifieke projecten inzake de stedelijke vernieuwing en de coördinatie van deze projecten", of nog voor "de specifieke projecten inzake eerstelijnsrechtshulp".

In dit verband behoort rechtstreeks te worden verwezen naar de wetteksten die voorzien in de tenuitvoerlegging van bepaalde initiatieven van de lokale besturen.

a) Wanneer in het eerste lid, 3°, van het ontworpen artikel 69 sprake is van de toekenning van

"een toelage voor personeelskosten en actiemiddelen voor bijkomende aanwervingen voor de begeleiding van dienstverlening, opleiding en behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel",

.../...

dient derhalve te worden gepreciseerd dat het erom gaat artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering dat de bemiddeling in strafzaken regelt, ten uitvoer te leggen, of nog de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, inzonderheid artikel 1bis, § 2, luidende :

"Alleen bij de openbare diensten van de Staat, de gemeenten, de provincies, de Gemeenschappen en Gewesten of bij de verenigingen zonder winstoogmerk of stichtingen met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel doel kan de opleiding worden gevolgd en de dienstverlening worden verricht."

b) In verband met "de behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel" dient te worden onderstreept dat aan de afdeling wetgeving een wetsontwerp (1) voorgelegd is dat ertoe strekt in de voormelde wet van 29 juni 1964 een artikel 9bis op te nemen dat bepaalt dat een probatiemaatregel zou kunnen bestaan "in het volgen van een begeleiding of behandeling in een dienst gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten".

In principe komt het aan de betrokkene toe de persoon of dienst te kiezen die bevoegd is om met de instemming van de probatiecommissie voor die behandeling of begeleiding te zorgen.

(1) Ontwerp van wet "betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen", advies nr. L. 27.996/2, gegeven op 22 oktober 1998.

Er bestaat dus nog geen rechtsgrond om die probatiemaatregel op te leggen en er is voorts in geen bemoeïing van de lokale besturen op dat gebied voorzien.

De begeleiding en behandeling van seksuele delinquenten wordt inzonderheid geregeld door de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorlopige invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, maar er wordt niet voorzien in enige bemoeïing van de lokale besturen ter zake. Het komt immers aan de veroordeelde toe om aan de commissie voor de voorlopige invrijheidstelling de persoon of dienst voor te stellen die voor de behandeling of de begeleiding zal zorgen.

Dezelfde vaststelling kan worden gedaan in het kader van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. Krachtens artikel 38 zien de politiediensten en de sociale diensten bij de rechtbanken toe op de naleving van de voorwaarden die de onderzoeksrechter voor een voorlopige invrijheidstelling oplegt.

c) Het is de Raad van State evenmin duidelijk wat de rol is van de lokale besturen op het gebied van de justitiële slachtofferbejegening. Naar luid van artikel 3bis van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, komt het aan de justitie-assistenten en de bevoegde magistraten toe personen te begeleiden die betrokken zijn bij gerechtelijke procedures.

.../...

Aan de afdeling wetgeving zijn bovendien samenwerkingsakkoorden (1) betreffende die problematiek voorgelegd, alsmede ontwerpen van wet tot oprichting van justitiehuisen die inzonderheid tot taak hebben in dit kader op te treden (2) .

De steller van het ontwerp behoort de parlementsleden duidelijk aan te geven welke logica bij al die initiatieven gevolgd is, inzonderheid wat de veiligheids- en samenlevingscontracten betreft.

d) Ten slotte is het de Raad van State niet duidelijk wat de strekking is van de "specifieke projecten inzake de stedelijke vernieuwing" en van die "inzake eerstelijnsrechtshulp".

Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte documenten blijkt het volgende :

"... les initiatives de renouveau urbain ont pour objectif de rencontrer les problèmes de sécurité et de société que connaissent les villes et plus particulièrement au sein de celles-ci, les quartiers les plus défavorisés et ceci dans la perspective de leur revitalisation. Il s'agit par le renouveau urbain de favoriser la mise en oeuvre de politiques locales de proximité répondant à une logique d'action globale et intégrée."

(1) Zie de adviezen nr. L. 27.568/3, L. 27.814/4, L. 27.864/4 en L. 27.987/4.

(2) Zie de adviezen nr. L. 28.495/4 en L. 28.496/4.

Te dien einde is een Interministeriële Conferentie over de Stedelijke Vernieuwing georganiseerd, met vertegenwoordigers van de federale regering en van de gewest- en gemeenschapsregeringen.

Op die conferentie zijn meer bepaald de voornaamste doelstellingen van de stadsvernieuwing vastgelegd en de respectieve verantwoordelijkheden van de federale Staat enerzijds en van de deelentiteiten anderzijds verdeeld.

Zo heeft de federale Staat meer bepaald tot taak te zorgen voor de volgende prioriteiten :

"... de oprichting van antennes voor justitie, een verbetering van de eerstelijnsrechtshulp, schuldbemiddeling, het inzetten van stadswachten voor de netheid van de wijken en een versterkte politieaanwezigheid op het niveau van de wijken.".

Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat de justitiesteunpunten als het ware een decentralisatie van het parket zouden vormen en tot doel zouden hebben de samenwerking op lokaal niveau tussen de gerechtelijke overheden (een parketmagistraat), de lokale besturen en de lokale politiediensten te bevorderen.

Daar zou onder meer aan bemiddeling in strafzaken worden gedaan.

Wat de eerstelijnsrechtshulp betreft, zouden de gemeenten juristen kunnen aanwerven die de burger rechtshulp zouden bieden.

.../...

Al zijn voor projecten van die aard reeds toelagen verstrekt, toch dient te worden vastgesteld dat tot op heden geen enkele wettekst de oprichting van die justitiesteunpunten of de door de lokale besturen geboden eerstelijnsrechtshulp regelt.

Artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, zoals het door de ontworpen bepaling zou worden vervangen, kan derhalve niet als een toereikende rechtsgrond voor de financiering van zulke initiatieven in aanmerking worden genomen.

Bij wijze van conclusie dient het ontworpen artikel 69 grondig te worden herdacht, gelet op de opmerkingen die voorafgaan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS